

L'antisémitisme comme miroir de la société luxembourgeoise ?

Compte-rendu de Thorsten Fuchshuber et
Renée Wagener (dir.), *Émancipation, Écllosion, Persécution*

Michel Pauly

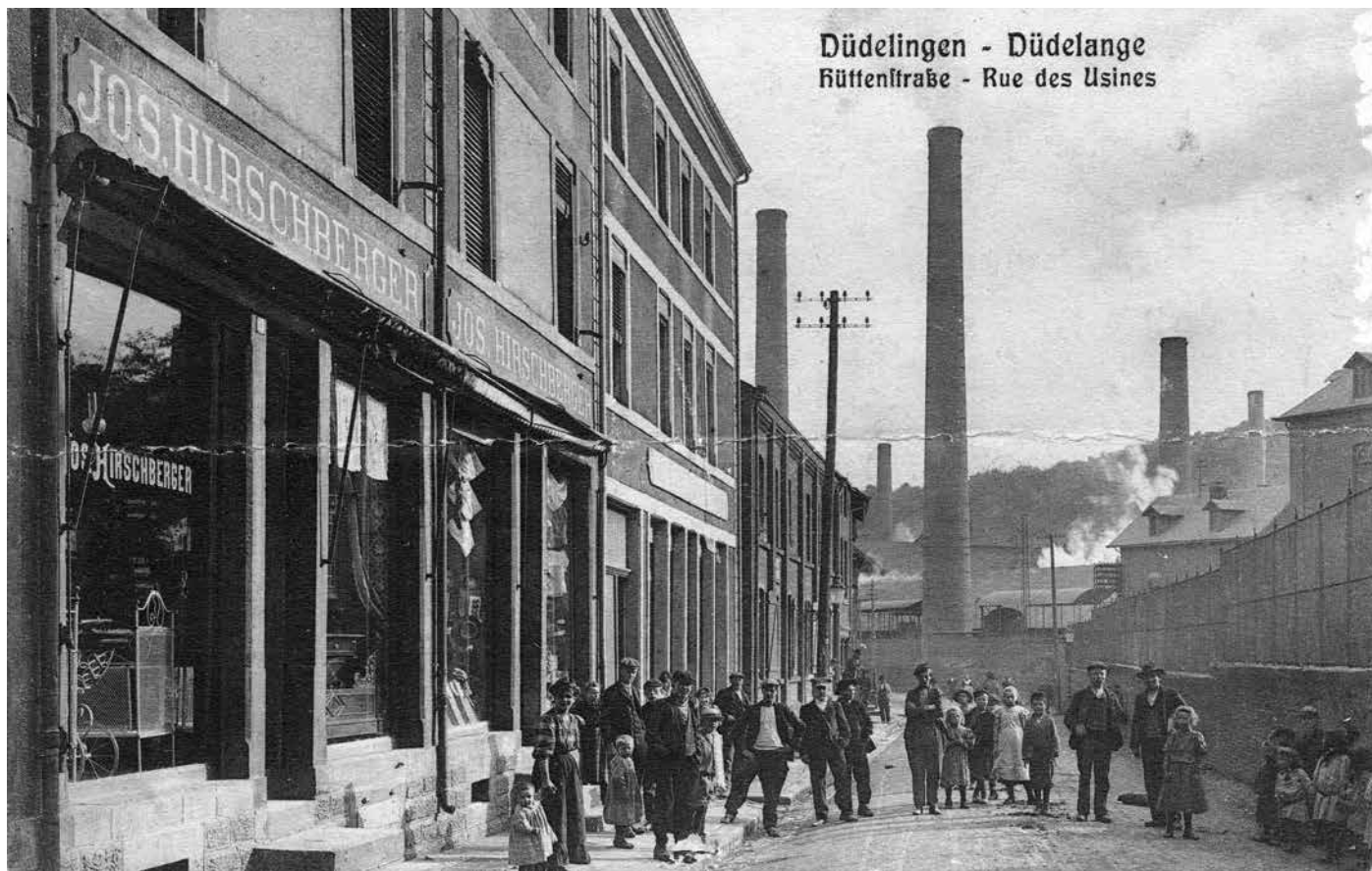
L'objectif est de taille : « [...] l'histoire du judaïsme au Luxembourg permet aussi de mieux comprendre l'histoire de la société dans son ensemble. Le degré d'émancipation des juifs et les possibilités d'épanouissement et de participation dont ils jouissent au sein de la société luxembourgeoise permettent de se faire une idée du niveau et du type de démocratisation et d'émancipation caractérisant la société luxembourgeoise. » (p. 7) C'est ainsi que les éditeurs définissent l'objectif du colloque qu'ils avaient organisé en octobre 2011 à l'Université du Luxembourg et du volume d'actes qu'ils ont édité au début de cette année sous le titre : *Émancipation, Écllosion, Persécution. Le développement de la communauté juive luxembourgeoise de la Révolution française à la 2^e Guerre mondiale*.

Le colloque s'inscrivait en effet dans le cadre du projet « Partizip », qui analysait « Nation building et démocratie. La discussion sur la participation au Luxembourg depuis la Révolution française jusqu'au début de la 2^e Guerre mondiale (1789-1940) ». En passant en revue les dix contributions du volume, il faut cependant déchanter un peu : toutes n'arrivent pas à remplir l'objectif fixé par les éditeurs dans leur introduction. Lors de sa conférence inaugurale, Jean-Philippe Schreiber, professeur à l'Université libre de Bruxelles, s'était penché sur le Grand Sanhédrin de Napoléon. Il a montré comment la duplicité de l'empereur d'une part « bafoua les droits et libertés des juifs », accordés par la Révolution, et d'autre part octroya aux juifs leur organisation consistoriale qui mit « le culte juif sur un pied d'égalité avec les cultes catholique et protestant » (p. 30). L'exemple en dit effectivement long sur la société et surtout la

politique françaises, qui en principe concernait aussi le Luxembourg. Et, en effet, le système consistorial mis en place reste d'application au Grand-Duché.

Denis Scuto se rapproche davantage de l'étude de la société luxembourgeoise en analysant l'attitude de celle-ci à l'égard des candidats juifs à la naturalisation entre 1876 et 1914. Il en retient que la nationalité luxembourgeoise a été essentiellement octroyée à des hommes, originaires de régions proches de la frontière, résidant au pays depuis des années et disposant « d'une situation matérielle assurée ». Or, dans sa thèse, Scuto a démontré que ces critères valent pour toutes les naturalisations et qu'ils ne sont pas spécifiques aux juifs. Scuto ajoute un dernier paragraphe à sa communication, dans lequel il analyse les dossiers des autorités communales appelées à émettre un avis avant la décision parlementaire de la naturalisation. Dans ces avis, il déniche bien des expressions d'un antisémitisme « qui devient virulent vers 1880 dans le camp opposé à la modernité, c'est-à-dire le camp catholique » (p. 49). Loin de nous l'idée de vouloir dédouaner les catholiques du reproche d'antisémitisme que T. Muller a présenté ici même en 2011¹. Mais il semblerait que l'affirmation de Scuto généralise un peu trop rapidement. Il cite lui-même le député catholique (!) Jean-Joseph Brincour comme avocat assurant avec succès les intérêts de la communauté israélite, qui avait intenté un procès au rédacteur du *Luxemburger Wort*, Andreas Welter, pour antisémitisme avéré. Il laisse de plus entendre que le « monde catholique luxembourgeois » aurait misé « sur la propagande antisémite et l'apparition d'une presse de masse pour

Émancipation, Écllosion, Persécution. Le développement de la communauté juive luxembourgeoise de la Révolution française à la 2^e Guerre mondiale, sous la direction de Thorsten Fuchshuber et Renée Wagener (coll. « Religion et altérité »), Bruxelles : EME & Intercommunications, 2014, 250 pp., ISBN 978-2-8066-1105-5 ; 28 euros.



Vue de la « rue de l'Usine » à Dudelingen avec le premier commerce de la famille Hirschberger, en 1910 (© Collection de la Ville de Dudelingen)

tenter de conquérir idéologiquement les classes populaires» (p. 54) : hypothèse grave, mais osée, qui aurait demandé au préalable une recherche historique sérieuse sur l'histoire du catholicisme luxembourgeois dans la même perspective que celle du colloque ici relaté, à savoir étudier « les possibilités d'épanouissement et de participation dont ils [les catholiques!] jouissent au sein de la société luxembourgeoise (afin) de se faire une idée du niveau et du type de démocratisation et d'émancipation caractérisant la société luxembourgeoise » dirigée au XIX^e siècle par des gouvernements majoritairement libéraux et anticléricaux. L'exemple cité de l'avis anti-juif du conseil communal de Medernach en 1875 ne pourra pas servir la cause de Denis Scuto, car Mgr Fallize, en qui il voit – sans doute à juste titre – un des instigateurs d'un virage antisémite du *Luxemburger Wort*, n'y devint rédacteur qu'après 1880. L'auteur termine en reprochant à « l'historiographie luxembourgeoise » – avec article défini ! – d'avoir passé sous silence l'activisme antisémite de Fallize, comme s'il ne faisait pas partie lui-même de la gent historiographique depuis au moins 25 ans. Je connais en tout cas une foule d'autres lacunes historiographiques et je me réjouis que les historiens futurs aient encore du pain sur la planche.

Renée Wagener se penche sur la scolarisation des enfants juifs pour clarifier « dans quelle mesure l'égalité formelle générée par l'émancipation de la minorité juive a amené son égalité de fait » (p. 57). Elle réussit à montrer le conflit même à l'intérieur de la communauté israélite autour de la question s'il faut insister sur la création d'écoles juives subventionnées ou s'il vaut mieux intégrer les enfants dans l'école publique, quitte à leur donner un enseignement religieux spécifique en dehors des heures de classe. Si cette dernière hypothèse l'emporte finalement, sans doute à cause du nombre réduit d'enfants concernés, elle est « un signe d'une plus grande disposition à intégrer les rangs de la société luxembourgeoise » (p. 86). Mais qu'en est-il de l'attitude de cette société à l'égard des enfants juifs ? C'est une question à laquelle on se serait attendu en premier lieu à la suite de l'objectif décrit dans l'introduction. Par ailleurs, la contribution de Renée Wagener contient quelques fautes matérielles : ce n'est pas « l'annexion du Luxembourg à la France révolutionnaire » qui a permis aux familles juives de venir s'installer sur le territoire du grand-duché actuel, mais l'édit de tolérance de Joseph II de 1781-1782 ; on regrette l'absence de cette donnée de départ dans l'ensemble de l'ouvrage. Je doute aussi que le règlement de 1828 ait introduit

Vincent Artuso
 [...] peut reprocher, pièces à l'appui, plus d'une interprétation édulcorante au fameux *Rapport sur la spoliation des biens juifs. 1940-1945*.

l'obligation scolaire pour les enfants de 6 à 12 ans (p. 62) ; il a plutôt obligé les communes à offrir un tel enseignement. Et le graphique informant sur le nombre de personnes juives installées au Luxembourg pêche par un axe chronologique absolument irrégulier. Soit dit en passant : de telles études quantitatives ne sont plus possibles pour la société actuelle, le Statec n'ayant plus le droit, pour des raisons de protection de la vie privée, de recenser l'appartenance religieuse des habitants du pays.

Suivent ensuite deux études locales bien documentées sur les juifs à Dudelange par Antoinette Reuter et à Mondorf par Daniel Thilmann. Laurent Moyse revient sur « l'éclosion du sionisme au Luxembourg » et notamment l'existence d'une colonie agricole à Altwies ; il attribue cette tendance sioniste essentiellement aux juifs immigrés, dont le grand rabbin Serebrenik nommé en 1929. Marc Gloden étudie « l'immigration contrôlée des réfugiés juifs au Grand-Duché des années trente », pour arriver à la conclusion suivante : « À une époque de crise économique où les autorités continuaient à restreindre le droit d'immigration en vue de préserver les intérêts nationaux, ce refus de faire une distinction légale entre immigrés 'économiques', politiques ou réfugiés juifs avait de graves conséquences pour ces derniers » (p. 202). Malheureusement, l'auteur donne l'impression de faire lui-même l'amalgame entre immigrés à la recherche d'un emploi et réfugiés ; il ne tient pas compte non plus de la chronologie exacte des événements concomitants en Allemagne. Recommandons-lui aussi la lecture de l'article qu'Anne Hoffmann a publié ici même en 2003² et de la magistrale thèse de doctorat de Denis Scuto³. Paul Dostert, dans un article purement factuel, établit les chiffres exacts des juifs déportés depuis le 16 octobre 1941 et des quelques rares survivants, sans qu'on connaisse la base documentaire de ces chiffres qui diffèrent de ceux établis par Paul Cerf. Au final, Vincent Artuso revient à l'attitude de la société luxembourgeoise face aux juifs, en résumant ses études sur la collaboration de Luxembourgeois à la persécution de juifs ; il peut reprocher, pièces à l'appui, plus d'une interprétation édulcorante au fameux *Rapport sur la spoliation des biens juifs. 1940-1945*⁴.

Reste à évoquer la contribution de Thorsten Fuchshuber qui, à partir de textes de Horkheimer et de Sartre, cherche à corroborer la thèse comme quoi « il ne serait tout simplement plus possible aujourd'hui d'élaborer une théorie critique de la société sans se baser sur une conception adéquate de l'antisémitisme » (p. 145). Inséré au beau milieu du livre, ce texte plus philosophique semble fournir le cadre théorique de la recherche sociohistorique auquel les auteurs étaient invités à se tenir, mais que peu ont respecté.



Annnonce vantant les avantages d'un crédit à la consommation qui promet la belle vie (dans *Luxemburger Wort*, 4.11.1934, p. 4, Reproduction: Bibliothèque nationale de Luxembourg)

Ceci dit, les auteurs apportent tous de nouvelles pièces de mosaïque à notre connaissance de la communauté juive au Luxembourg aux XIX^e et XX^e siècles. Qu'on apprenne autant sur la société luxembourgeoise de la même époque me paraît moins sûr, car les quelques réflexions qui vont dans ce sens pèchent souvent par parti pris. Le lecteur averti saura facilement s'en émanciper. L'ouvrage aurait en tout cas mérité mieux que sa publication un peu artisanale avec, par exemple, des notes de bas de page dont la numérotation est continue d'un article à l'autre. ♦

1 *forum* n° 312, 2011, p. 54-57.

2 *forum* n° 225 2003, p. 37-43.

3 Cf. *forum* n° 322, 2012, p. 5-8.

4 https://www.gouvernement.lu/844206/rapport_final.pdf.